

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Centre du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe Cité des mobilités, 25 avenue François Mitterrand, CS 92 803, 69 674 Bron Cedex,

Ci-après désigné "l'acheteur"

CONSTRUCTION D'UN POSTE DE TRANSFORMATION HTA/BT SUR LE SITE DU CEREMA A BRON

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Référence : 25-011_M

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ	5
1.1 – Objet	5
1.2 – Décomposition en lots.....	5
1.3 – Procédure, nature et étendue du marché	5
1.4 – Clause sociale.....	5
1.5 – Clause environnementale	5
ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 – INTERVENANTS.....	7
3.1 – Représentant du Maître d’ouvrage	7
3.2 – Maître d’œuvre	8
3.3 – Contrôleur technique	8
3.4 – Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS).....	8
3.5 – Sous-traitance	8
ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 5 - CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
5.1 – Obligation de résultat.....	9
5.2 – Documents et suivi.....	10
5.3 – Responsable chargé du suivi pour le CEREMA.....	10
5.4 – Responsable désigné par le titulaire	10
5.5 – Lieu d’exécution.....	10
5.6 – Accès au site.....	10
5.7 – Réunions et gouvernance	11
5.9 – Remise en état des lieux.....	11
5.10 – Notification des informations.....	11
5.10 – Dispositions générales.....	12
5.11 – Demande de plans	12

5.12 – Registre de chantier	12
5.13 – Documents à fournir en fin de travaux - DOE.....	12
ARTICLE 6 – GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	12
ARTICLE 7 – PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	13
ARTICLE 8 - PENALITES.....	13
8.1 Pénalité de retard.....	13
8.2 Pénalités spécifiques	14
ARTICLE 9 – ORDRES DE SERVICES.....	16
ARTICLE 10 - PRIX DU MARCHE.....	16
10.1 – Forme et contenu des prix	16
10.2 – Variation des prix.....	17
11.1 – Avance.....	17
11.2 – Retenue de garantie.....	18
11.3 – Acomptes - solde	18
11.4 – Demandes de paiement.....	19
11.5 – Modalités de règlement.....	19
11.6 – Unité monétaire.....	20
ARTICLE 12 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE.....	20
12.1 – Information et conseil	20
12.2 – Confidentialité.....	20
12.3 – Protection des données personnelles.....	21
12.4 – Dispositions applicables en cas d’intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	21
12.5 – Lutte contre les prestations de service internationales illégales	21
12.6 – Protection de la main d’oeuvre.....	22
ARTICLE 13 – RECEPTION DES TRAVAUX.....	23
ARTICLE 14 – PROTECTION DE LA MAIN D’OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	24

ARTICLE 15 – DELAI DE GARANTIE.....	25
ARTICLE 16 - RESPONSABILITE.....	25
ARTICLE 17 – ASSURANCES.....	25
ARTICLE 18 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	26
ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHE.....	26
19.1 – Résiliation sans faute.....	26
19.2 – Résiliation pour évènements liés au marché.....	26
19.3 – Résiliation pour faute	26
19.4 – Liquidation du marché public résilié.....	27
ARTICLE 20 – REGLEMENT DES DIFFERENTS.....	27

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des travaux de construction d'un poste de transformation HTA / BT sur le site du Cerema à Bron.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les travaux concernent l'établissement suivant :

CEREMA Centre Est
25, Avenue François Mitterrand
69 674 BRON

1.2 – Décomposition en lots

Le présent marché n'est pas alloté conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique car l'allotissement risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3 – Procédure, nature et étendue du marché

Le marché a été passé via une procédure adaptée régie par les articles R2123-1 et article R2123-1 du code de la commande publique.

Le présent marché est un marché de travaux.

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire.

1.4 – Clause sociale

Le Titulaire est encouragé à recourir à des actions favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc.) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement apprécié par le Cerema dans le cadre du présent marché.

1.5 – Clause environnementale

Le titulaire devra, dans la mesure du possible faire en sorte de veiller dans le cadre de son activité à mettre en place des mesures limitant au maximum l'impact carbone liés à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage de plus à cette fin à ce qu'aucun dépôt hors des décharges prévues à cet effet ou enfouissement d'ordures et aucun brûlage, ne soit réalisé.

ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché débute à sa notification et prendra fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

Le délai global d'exécution du marché est de 41 semaines : il comprend la période de préparation de 6 semaines et la durée d'exécution des travaux de 35 semaines.

Le délai global d'exécution du marché comprend :

- La période de préparation ;
- Le délai d'exécution des travaux ;
- Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux y compris les éventuelles détériorations constatées sur les existants ;

Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

Un ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation. Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées dans le marché, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

Journées d'intempéries

Pour permettre la constatation des journées d'intempéries pouvant donner lieu ou non à une prolongation de son délai d'exécution, le titulaire doit signaler au maître d'œuvre les journées d'intempéries suivant les observations de la station météorologiques de BRON :

- Pluie : + de 25mm d'eau entre 7h et 18h,
- T° : température inférieure à -5°C au plus haut de la nuit ou inférieure à 0 à l'ouverture du chantier,
- Vent : vitesse supérieure ou égale à 50km/h pendant une durée supérieure ou égale à 2h,
- Neige : + de 5cm en 12h,
- Verglas : tenace empêchant le transport ou le déplacement des prestataires sur le chantier.

La prise en compte de ces journées d'intempéries ne s'appliquera que si les conditions météorologiques ont été une réelle entrave à l'exécution des travaux.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés sur présentation d'un justificatif (relevé météo de la station météo du site de Bron). Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution. Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, cette prolongation de délai est notifiée au titulaire en récapitulant les constatations faites.

Après détermination du nombre de jours ouvrés d'intempéries le délai d'exécution des travaux sera prolongé du nombre de jours calendaires correspondant.

Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, une période de préparation de six (6) semaines est prévue.

La période de préparation est la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions ou ouvrages préparatoires doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages doivent être établis.

Cette période de préparation est incluse dans le délai d'exécution du marché mais non dans le délai d'exécution des travaux

Le démarrage des travaux mentionné dans l'ordre de service prévu à l'alinéa 2 de l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux ne peut intervenir que lorsque les tâches préparatoires sont achevées.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre après concertation avec le titulaire.

Le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du représentant du maître d'ouvrage dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Il est ensuite notifié par ordre de service au titulaire. Jusqu'à l'intervention d'un accord avec le titulaire c'est le calendrier prévisionnel qui s'applique.

Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global.

ARTICLE 3 – INTERVENANTS

3.1 – Représentant du Maître d'ouvrage

CEREMA Centre Est

Direction Déléguée aux Ressources de Lyon - Service Patrimoine et Logistique
25, Avenue François Mitterrand
69 674 BRON

3.2 – Maître d’œuvre

CEBATEC INGENIERIE

270 avenue des Frères Lumières
69730 – Genay

La mission confiée par le maître d’ouvrage au maître d’œuvre est une mission de base avec le VISA sur les études d’EXE

3.3 – Contrôleur technique

Le contrôleur technique ainsi que la mission qui lui est confiée seront communiqués au titulaire dès sa désignation.

3.4 – Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

Une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs de sera confiée à un coordonnateur dont les coordonnées seront communiquées au titulaire dès sa désignation.

3.5 – Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l’exécution de certaines parties de son marché. Dans ce cas, il se conformera aux exigences du Code de la commande publique et notamment ses dispositions relatives à la sous-traitance dans les marchés publics.

Conformément au Code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter l’exécution des prestations qu’à condition d’avoir obtenu du maître d’ouvrage l’acceptation de chaque sous-traitant et l’agrément de ses conditions de paiement. En cas de sous-traitance, le titulaire reste seul responsable de l’exécution de toutes les obligations résultant du présent marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d’activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Conformément aux articles L2193 et suivants et R2193 et suivants du Code de la commande publique, pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser au maître d’ouvrage un dossier de demande comprenant :

- un formulaire DC4 ou une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour les sous-traitants présentés postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser le dossier de demande au maître d’ouvrage, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé.

L’acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché et l’agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire et le maître de l’ouvrage.

Dès la signature de l'acte spécial, le maître d'ouvrage notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande.

Conformément aux articles L2193 et suivants et R2193 et suivants du Code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître de l'ouvrage est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué et régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité croissante :

- **L'acte d'engagement (AE)**
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;**
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :**
 - **Annexe 1 - Le Bilan puissances AGBT ;**
 - **Annexe 2 - Le schéma AGBT ;**
 - **Annexe 3 - Le synoptique HT BT ;**
 - **Annexe 4 - Plan projet aérien HT BT Cerema ;**
 - **Annexe 5 – Plan réseaux ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ; ce dernier document n'est pas joint au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément s'y référer et les accepter ;**
- **Le calendrier détaillé d'exécution, notifié postérieurement à la notification du marché ;**
- **Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre ;**
- **Les prix unitaires mentionnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire**
- **La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement ;**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG Travaux, il ne figure pas dans ce présent CCAP les dérogations aux stipulations du CCAG contenues dans cet accord.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 – Obligation de résultat

Le marché est assorti d'une obligation de résultat sur la qualité des prestations effectuées

conformément au CCTP.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, d'avertir le Cerema durant le marché de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont demandées dans le cadre du marché.

5.2 – Documents et suivi

Le suivi des prestations se fera par sauvegarde interne au Cerema des différents échanges et livrables. Des comptes rendus des réunions de chantier hebdomadaires seront notamment établis.

La rédaction des livrables et des informations relatives au suivi du marché se fera obligatoirement en français.

Les échanges et transmissions de documents et de livrables se feront prioritairement de façon dématérialisée.

5.3 – Responsable chargé du suivi pour le CEREMA

La conduite d'opération est assurée par le Service Patrimoine et Logistique de la Direction déléguée des ressources de Lyon.

5.4 – Responsable désigné par le titulaire

Un interlocuteur unique est désigné par le titulaire au représentant du CEREMA. Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du CEREMA. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

5.5 – Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

CEREMA Centre Est
25, Avenue François Mitterrand
69 674 BRON

Les travaux seront réalisés en site occupé, le Maître d'ouvrage sera particulièrement vigilant sur la qualité du personnel affecté, les mesures de sécurité, et sur la limitation des nuisances par le titulaire.

5.6 – Accès au site

Les modalités d'accès au site sont les suivantes :

- Horaires d'ouverture : 7h30-18h30 du lundi au vendredi
- Fourniture d'un badge
- Parking : accès selon les mêmes horaires
- Respect du PIC et des zones de circulation identifiées

Il est demandé au prestataire d'assurer une gestion sécurisée des accès aux usagers aux différents bâtiments du site.

En cas de dérogations à ces horaires, une demande devra être formulée au service.

5.7 – Réunions et gouvernance

Une réunion de chantier hebdomadaire fixée après la notification du marché sera organisée par le maître d'œuvre.

Ces réunions seront obligatoires et l'absence de l'entrepreneur est soumise à des pénalités conformément à l'article 8.2 du présent CCAP.

Le maître d'ouvrage y sera également invité.

Le maître d'œuvre établit les procès-verbaux de ces réunions et les transmet à l'ensemble des participants. Les destinataires ont 15 jours pour émettre des observations à compter de la réception du PV. A défaut d'observation, le compte-rendu est réputé accepté et devient contractuel. Les instructions qui y sont portées valent ordre pour les entreprises en charge des travaux.

La gouvernance du marché sera assurée principalement par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Les entreprises communiquent directement avec le maître d'œuvre qui sert d'intermédiaire au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut établir des ordres de services correspondant aux travaux prévus.

En revanche, certains ordres de service devront impérativement être visés du maître d'ouvrage pour être exécutoires, il s'agit des ordres de service :

- Relatifs à la date de commencement des travaux ;
- Prescrivant des travaux complémentaires ou des modifications de programme ;
- Notifiant des prix nouveaux pour des ouvrages ou travaux non prévus.

5.8 – Modalités d'intervention

Les équipes du titulaire amenées à intervenir sur site dans le cadre de la réalisation des prestations objet du marché, devront veiller à intervenir durant les jours et heures ouvrées (du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30). En cas de dérogations à ces horaires, une demande devra être formulée au service.

La présence des équipes commence à compter de la notification du présent marché.

5.9 – Remise en état des lieux

Le titulaire intervient dans des locaux achevés, il doit par conséquent prendre toutes les précautions nécessaires pour la protection desdits locaux. Il est responsable de toutes dégradations commises de son fait et survenues pendant la durée de son intervention.

A l'issue de son intervention, le titulaire doit assurer la remise en état des lieux, en cas de non-respect une amende forfaitaire de 150€ HT lui sera facturée sans mise en demeure.

5.10 – Notification des informations

La notification des décisions, observations ou informations s'effectue conformément à l'article 3.1 du CCAG-TRAVAUX. En complément de l'article 3.1.1 du CCAG-TRAVAUX, les adresses postales ou électroniques pouvant être utilisées pour ces notifications sont celles figurant dans l'offre du titulaire, dans l'acte d'engagement et sur le courrier de notification initial du marché.

Les parties doivent s'informer par écrit (selon les modalités de l'article 3.1.1 du CCGA-travaux) dans les plus brefs délais en cas de modification des adresses de contact. La modification est effective dès réception de cette information. La modification des adresses de contact ne donne pas lieu à avenant.

5.11 – Dispositions générales

Le titulaire doit fournir au maître d'œuvre l'ensemble des documents prévus au CCTP. Les documents seront validés par le Maître d'œuvre à compter de leur réception. L'ensemble des documents informatiques doivent être exempts de tous virus connus le jour de leur transmission.

5.12 – Demande de plans

Le titulaire devra s'assurer d'être en possession de tous les plans et descriptifs nécessaires au bon déroulement des travaux, pour se faire il s'adressera directement au Maître d'œuvre qui fera le nécessaire pour prendre contact avec le Maître d'ouvrage afin d'obtenir les documents demandés.

5.13 – Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

5.14 – Documents à fournir en fin de travaux - DOE

Avant la réception des travaux, le titulaire devra fournir au Maître d'œuvre les fiches d'auto-contrôle, les procès-verbaux d'essais, certificats NF et CE des matériels normalisés... (les documents listés au CCTP à l'article 2.5).

En cas de non-respect du délai accordé, il pourra être appliqué une pénalité pour retard dans la remise des documents.

ARTICLE 6 – GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Les dispositions de l'article 36 du CCAG Travaux s'appliquent.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

La mise en place d'une organisation commune pour la gestion et l'élimination des déchets est prévue et sera définie lors de la période de préparation.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets. En cas d'absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG Travaux, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé au présent cahier des clauses administratives particulières (article 8.2 du CCAP).

ARTICLE 7 – PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les dispositions de l'article 21 du CCAG Travaux s'appliquent.

Le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre

Lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans le marché, le titulaire ne peut la modifier que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre notifiant par ordre de service les prix provisoires dans les 15 jours qui suivent l'autorisation donnée. Si le maître d'œuvre subordonne son autorisation à l'acceptation par le titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, le titulaire ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

ARTICLE 8 - PENALITES

8.1 Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux les pénalités de retard sont indiquées ci-après:.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG travaux , le titulaire encourt, sur simple constat et sans mise en demeure, les pénalités ci-dessous définies, exprimées en jours calendaires.

Motifs	Pénalité (sans mise en demeure)
Non-respect de l'ensemble des obligations au cours de la période de préparation	100€ HT par jour de retard
Non-respect de l'emprise du chantier, du cheminement au sein du Cerema, des règles d'hygiène et de sécurité, de nuisances sonores	100€ HT par jour de retard

Non respect du délai global d'exécution des travaux	100 € HT par jour de retard
Non respect du délai de levée des réserves	100€ HT par jour de retard
Retard dans le délai de remise des documents à l'achèvement des prestations (prévus au CCTP article 2.5))	100€ HT par jour de retard
Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	200€ HT par jour de retard
Non-respect de l'exigence de nettoyage des ouvrages avant la réception (article 2.8 du CCTP)	500€ HT par jour de retard
Retard dans l'évacuation des déchets au-delà du délai fixé par le maître d'œuvre (minimum de 2 jours)	200€ HT par jour de retard
Absence de remise du DOE dans les 10 jours suivants la fin des travaux	100€ HT par jour de retard

8.2 Pénalités spécifiques

Motifs	Pénalités (sans mise en demeure)
Absence à l'inspection commune du chantier, absence de retour au CSPS sous 48h	En cas d'absence à l'inspection commune du chantier et/ou en cas d'absence de retour au CSPS sous 48h, le titulaire se verra appliqué une pénalité forfaitaire de 150€ HT.
Absence de maintien de la propreté du site et de ses abords	En cas de non respect du maintien du site en état et de ses abords, le titulaire se verra appliqué une pénalité de 150 € HT par manquement constaté.

Absence de tri, recyclage et évacuation des déchets	En cas de non-respect des mesures obligatoires d'élimination des déchets et de recyclage, le titulaire se verra appliqué une pénalité de 100€ HT par manquement constaté
Absence injustifiée à un rendez-vous de chantier, à une réunion hebdomadaire de chantier ou à une visite de chantier	En cas d'absence injustifiée à un rendez-vous de chantier ou à une visite de chantier, le titulaire se verra appliqué une pénalité de 250€ HT, étant précisé qu'une excuse le matin même de la réunion ou de la visite concernée ne sera pas acceptée.
Pénalité pour non respect des prescriptions relatives à la sécurité, l'hygiène, la signalisation générale du chantier	En cas de non-respect des mesures obligatoires d'hygiène, de sécurité et de signalisation du chantier, le titulaire se verra appliqué une pénalité de 150€ HT par jour calendaire et pour chaque infraction.
Coupure d'électricité continue non prévue, du fait du titulaire	En cas de coupure électrique totale sur le site non-prévue et de plus de 1h et interrompant totalement les agents dans leurs missions, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 3 000€ ainsi qu'une indemnisation des équipements définitivement endommagés
Absence de remise en état des lieux à la fin des prestations	150 €HT par manquement constaté.
Absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG-travaux relatif au contrôle et suivi des déchets de chantier	300€ HT par élément non produit
Perte de badge ou clé	30€ HT par badge ou clé
Absence de remise du DOE ajustés 30 jours calendaires après date de réception des travaux et suivant les observations de la maîtrise d'œuvre.	100€ HT par jour de retard
Non-respect des demandes de validation au maître d'œuvre des documents d'études (plans de décoration, plans de détails)	100€ HT par manquement constaté
Non remise en état des lieux	A l'issue de son intervention le titulaire doit assurer une remise en état des lieux, auquel cas il se verra appliquer une pénalité de 150€ HT

Par dérogation aux articles 19.2.4 et 19.3 du CCAG-TRAVAUX, toutes les pénalités prévues au présent CCAP peuvent être appliquées sans demande d'observations ou mise en demeure préalable.

L'article 19.1 du CCAG-travaux s'applique au présent marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-travaux, le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxe du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-travaux, toutes les pénalités pourront être appliquées quel que soit leur montant.

Toutes les pénalités sont cumulables.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

ARTICLE 9 – ORDRES DE SERVICES

La période de préparation tout comme l'exécution des travaux débiteront sur ordre de service du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre peut transmettre au titulaire tous les ordres de service qu'il juge nécessaire pour l'exécution des travaux. En revanche, certains ordres de service devront impérativement être visés du maître d'ouvrage pour être exécutoires, il s'agit des ordres de service :

- Relatifs à la date de commencement des travaux ;
- Prescrivant des travaux complémentaires ou des modifications de programme ;
- Notifiant des prix nouveaux ;

ARTICLE 10 - PRIX DU MARCHÉ

10.1 – Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement.

Les stipulations de l'article 9.1 du C.C.A.G.-travaux sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée. Le titulaire est réputé avoir, à la remise de son offre :

- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités,
- Pris connaissance des lieux d'exécution des travaux,
- Contrôlé toutes les indications du dossier de consultation des entreprises,
- Pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations. Ils sont établis en tenant compte notamment :

- Des stipulations du CCAG et de l'ensemble des pièces contractuelles,
- Des visites effectuées sur les lieux d'exécution des travaux
- Des contrôles de toutes les indications du dossier de consultation des entreprises
- Des mesures à prendre par le titulaire vis-à-vis des risques Covid-19, dans le respect des instructions gouvernementales en vigueur au moment de l'exécution des prestations,
- De tous les frais de transport, de restauration et d'hébergement,
- De toutes les réunions de chantier prévues,

- Des phénomènes naturels,
- Des coûts résultants de l'élimination des déchets de chantier.
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages
- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'acheteur.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des dépenses communes de chantier décrites dans les pièces du présent marché.

10.2 – Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0 (mois de remise des offres mentionnés en page du garde du RC).

Les prix sont révisibles.

La révision de prix sera effectuée mensuellement par application de formule ci-après.

$$P = P_o \times (0,15 + 0,85 * (BT47 / BT47_o))$$

Les différents paramètres de la formule sont définis ci-après :

P = prix révisé du marché hors TVA

Po = prix initial du marché hors TVA

BT47 = l'indice BT47 – Electricité calculé et publié par l'INSEE. Index du bâtiment - Base 2010 – identifiant 001710979. Valeur de l'indice de référence à la date de révision (=date de l'acompte).

BT47_o = l'indice BT47 – Electricité calculé et publié par l'INSEE. Index du bâtiment - Base 2010 – identifiant 001710979. Valeur de l'indice de référence en vigueur à la date d'établissement des prix (mois M0).

ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements s'effectuent dans les conditions fixées par les articles 10 et 12 du CCAG-Travaux.

11.1 – Avance

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire du marché, si les conditions prévues par l'article R2191-3 du Code de la commande publique sont satisfaites.

Il est fait application ici de de l'option A de l'article 10.1 du CCAG-TRAVAUX.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Lorsque la durée d'exécution du marché est inférieure à 12 mois le montant de l'avance est de 30% du montant du marché indiqué dans l'acte d'engagement.

Elle n'est due que sur la base du montant initial du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à un paiement direct.

Elle est versée si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Le versement de l'avance est conditionné par la délivrance de l'ordre de service prescrivant le début des travaux.

Le remboursement de l'avance :

- s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde, quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché ;
- doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance sera versée sur un compte commun pour l'ensemble des membres du groupement solidaire. En cas de groupement conjoint, pour pouvoir bénéficier de l'avance, le titulaire devra impérativement indiquer la répartition des paiements entre les membres du groupement au plus tard à la notification du marché.

11.2 – Retenue de garantie

Une retenue de 5 % sera prélevée sur le montant de chaque acompte payé au titulaire.

Cette retenue sera restituée à l'expiration de la période de garantie de l'ensemble des travaux conformément à l'article 42.5 du C.C.A.G-TRAVAUX.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande conformément au texte en vigueur. Le maître d'ouvrage n'accepte pas la caution personnelle et solidaire.

11.3 – Acomptes - solde

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes mensuels, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

Le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté. Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

La bonne exécution des prestations pourra être vérifiée par des constatations et constats contradictoires conformément à l'article 11 du CCAG-travaux.

11.4 – Demandes de paiement

Les demandes de paiement sont établies conformément à l'article 12 du CCAG-travaux.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- le numéro de marché,
- le numéro de SIRET de l'Etablissement,
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »,
- le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis pendant la période de préparation.

Il convient de noter que l'absence du SIRET, de l'adresse de facturation du Cerema, du numéro de marché et du code exécutant provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Toutes les questions relatives à la facturation seront adressées à l'adresse suivante :

cfmb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

11.5 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission de la demande de paiement sur la plateforme chorus pro.

11.6 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et à le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 12 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE

12.1 – Information et conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil du représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent CCAP.

12.2 – Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-travaux, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessé d'exercer leurs fonctions.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-travaux toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema ou le titulaire n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Tout manquement à cette obligation est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions du présent CCAP.

12.3 – Protection des données personnelles

Le titulaire devra respecter l'article 5.2 du CCAG-Travaux.

Il n'y a pas de traitement de données à caractère personnel dans le marché.

12.4 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du CCAP notifié dans le cadre du marché.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

12.5 – Lutte contre les prestations de service internationales illégales

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - ① les salariés détachés par ses soins,
 - ① les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ① ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le Cerema, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies dans le présent CCAP.

12.6 – Protection de la main d'oeuvre

L'article 6 du CCAG-travaux s'applique.

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Cerema, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Cerema, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que

celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 13 – RECEPTION DES TRAVAUX

Fixation des opérations préalables à la réception :

Le titulaire avise, à la fois, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront. Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux Opérations Préalables à la Réception (OPR) des ouvrages dans un délai qui est de 20 jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure. Le maître d'ouvrage, avisé par le maître d'œuvre de la date de ces opérations, peut y assister ou s'y faire représenter.

Le procès-verbal prévu à l'article 41.2 du CCAG Travaux mentionne soit la présence du maître d'ouvrage, soit, en son absence, le fait que le maître d'œuvre l'avait avisé. En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé, le titulaire notifie cette information au maître d'ouvrage. Celui-ci fixe la date des OPR, au plus tard, dans les 30 jours qui suivent la réception de cette information, et la notifie au titulaire et au maître d'œuvre. Il les informe également qu'il sera présent ou représenté à la date des constatations et assisté, s'il le juge utile, d'un expert, afin que puissent être mises en application les stipulations particulières suivantes :

- Si le maître d'œuvre dûment convoqué n'est pas présent ou représenté à la date fixée, cette absence est constatée et les OPR sont effectuées par le maître d'ouvrage et son assistant éventuel ;
- Il en est de même si le maître d'œuvre présent ou représenté refuse de procéder à ces opérations.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, à défaut de la fixation de cette date par le maître d'ouvrage, la réception des travaux n'est pas réputée acquise à l'expiration du délai de 30 jours mentionné à l'article 41.1.2 du CCAG-Travaux.

Proposition de réception des travaux :

Les OPR comportent, en tant que de besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

Les opérations préalables à la réception pouvant nécessiter plusieurs jours, la date figurant sur le procès-verbal prévu à l'article 41.2 du CCAG Travaux est leur date de fin

Dans le délai de 5 jours suivant la date du procès-verbal, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception. Dans le cas où le maître d'œuvre ne respecte pas le délai de 5 jours mentionné à l'alinéa précédent, le titulaire peut transmettre un exemplaire du procès-verbal au maître d'ouvrage, afin de lui permettre de prononcer la réception des travaux, le cas échéant.

En cas d'application de l'article 41.1.2 du CCAG Travaux, le procès-verbal est établi et signé par le maître d'ouvrage qui le notifie au maître d'œuvre. Un exemplaire est remis au titulaire.

Décision de réception des travaux :

Au vu du procès-verbal des OPR et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les 30 jours suivant la date du procès-verbal. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Réfaction :

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la refaction des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une refaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

ARTICLE 14 – PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatives à la protection de la main-d'œuvre. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du Maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles demandées par le Maître d'ouvrage, afin de se conformer aux nouvelles règles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'une modification de marché.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du contrat.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition par le titulaire ; Maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire informe ses sous-traitants que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste toutefois seul responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du contrat.

ARTICLE 15 – DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an pour l'ensemble des ouvrages, à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Le délai de garantie du matériel (pièces et main d'œuvre) est à minima d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

ARTICLE 16 - RESPONSABILITE

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Conformément à l'article 35 du CCAG-TRAVAUX, les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

ARTICLE 17 – ASSURANCES

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels ou matériels.
- De la responsabilité professionnelle couvrant les risques d'exécution, et les responsabilités biennales et décennales. La police précise le plafond assuré par sinistre et la nature des activités

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à réception de la demande. L'attestation doit être valable à la date réglementaire d'ouverture de chantier.

ARTICLE 18 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il se présente,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À sa nationalité,
- À son domicile ou à son siège social,
- Au montant de son capital social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- À ses coordonnées bancaires.

A cet effet, le titulaire fait parvenir au Cerema, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.

ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHE

19.1 – Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée, par décision unilatérale, sans faute du titulaire pour :

- des événements extérieurs au marché dans les conditions fixées par l'article 50.1 du CCAG-travaux
- motif d'intérêt général conformément à l'article 50.4 du CCAG-travaux.

19.2 – Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 50.2 du CCAG-TRAVAUX.

19.3 – Résiliation pour faute

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire et par dérogation à l'article 50.3.2 du CCAG-travaux, le marché public peut être résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas énoncés à l'article 50.3 du CCAG-travaux.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- Lorsque, enjoint par le Cerema le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, déclaré son sous-traitant dans les conditions prévues au présent CCAP.
- Lorsque, enjoint par le Cerema, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de

cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction.

- Lorsque, enjoint par le Cerema en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, le Cerema transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, le Cerema résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, le Cerema se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du titulaire conformément aux articles 52.2 et suivants du CCAG-travaux, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

19.4 – Liquidation du marché public résilié

Le décompte de liquidation du marché public est arrêté par décision du CEREMA et notifié au titulaire conformément à l'article 51 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES DIFFERENTS

Les différends entre les parties sont réglés conformément à l'article 55 du CCAG-TRAVAUX.

En cas d'issue contentieuse, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.